

Ecole de la paix
guerre / conflit / sécurité
vivre ensemble
formation / recherche / solidarité / terrain

7 rue Très-Cloîtres
38 000 Grenoble
04 76 63 81 41
ecole@ecoledelapaix.org
www.ecoledelapaix.org

n° 51

*La lettre
de l'Ecole
de la paix*

**Janvier
2013**



Nous vous souhaitons une année ...

PACIFISTE

COURAGEUSE

FESTIVE

ENGAGEE



MUSICALE

EDITO - UN PRIX BIEN MERITE !

J'écrivais au début de l'année 2012 que celle-ci devrait être une année du changement, pleine de promesses.

La remise du prix pour l'ensemble de nos projets pédagogiques européens à destination des jeunes et des enseignants que l'École de la Paix vient de recevoir à Berlin en est l'illustration. (voir article page 4)

Ce prix vient récompenser l'engagement des salariés et des bénévoles qui œuvrent ensemble depuis plus de 14 ans pour développer nos actions en faveur de la paix.

Le développement de nos sociétés doit s'appuyer sur trois composantes qui interagissent les une sur les autres : la démocratie ; l'égalité entre les femmes et les hommes ; l'éducation.

- La **DEMOCRATIE**, pour que chacun puisse exprimer ses choix et participer activement à l'organisation de la Cité.
- L'**EGALITE** entre les femmes et les hommes, non seulement dans un souci de justice mais pour que toutes les composantes de la société soient parties prenantes et apportent leurs propres valeurs au « vivre ensemble ».
- L'**EDUCATION**, car comment devenir acteur de son environnement sans le connaître ? L'action n'est rendue possible qu'avec la connaissance.

L'École de la Paix au travers de ses multiples engagements tant au niveau local qu'à l'international s'implique dans cette construction de la Cité et du « vivre ensemble » en agissant sur ces trois composantes par ses actions de formation.

Pour 2013, s'il nous faut bien sûr poursuivre dans cette voie, il devient impératif, pour assurer la pérennité de l'École de la Paix, que nous puissions accroître nos propres ressources financières. A cet égard nous avons envoyé dernièrement à tous nos adhérents un appel à souscription pour lequel nous avons déjà reçu un montant encourageant mais qui reste insuffisant. Vous trouverez donc, quitte à paraître insistant, une copie de cet appel dans le présent numéro page 14.

En vous remerciant de votre soutien, je vous souhaite une bonne et heureuse année 2013.

Bernard Canivet
Président de l'École de la Paix



SOMMAIRE

PAGE 4 - PRIX - L'Ecole de la Paix récompensée au niveau Européen

PAGE 5 - MANIFESTATION - Pour un programme d'apprentissage de la paix et de la non-violence à l'école

PAGE 6 - TERRAIN - Territoires de paix au Brésil: Baudelaire n'a jamais connu la mondialisation

PAGE 7 - TERRITOIRE - Territoires de paix au Mali: l'impact des coopérations décentralisées sur la stabilisation du conflit

PAGE 8 - OPINION - Comment vivre ensemble entre peuples qui ont des croyances si différentes et contradictoires

PAGE 9 - INTERVIEW - Présentation du M.A.N. Lyon

PAGE 10 - QUARTIER - Rapprocher les habitants du quartier Très-Cloîtres via un parcours d'œuvres d'art

PAGE 12 - INTERNET - Tous à vos souris : vers une école de la paix 2.0 !

PAGE 13 - PROJET - Ré-envisager les liens entre civils et militaires en Colombie

PAGE 14 - VOUS ET NOUS - Appel à souscription

PAGE 15 - BREVE ET AGENDA -

PAGE 16 - NOUVEAU CATALOGUE -

Prix

Denis Denjean, Administrateur

L'ECOLE DE LA PAIX RECOMPENSEE AU NIVEAU EUROPEEN

A l'issue de la 1^{ère} journée du 11^e Congress on European Security and Defence qui s'est tenu à Berlin les 27 et 28 novembre derniers, devant une assemblée de près de 600 personnes (militaires, diplomates, ministres et députés européens) l'Ecole de la paix a reçu des mains du Général Béraud, Directeur général du CIDAN (Civisme, Défense, Armée, Nation) le prix européen "Civisme, Sécurité et Défense" au profit de la jeunesse.



Photographies prises lors de la remise des prix à Berlin

Le trophée et le diplôme ont été remis à Catherine Rouhier et Liliane Denjean qui représentaient L'Ecole de la paix. Ils viennent récompenser le long travail de conscientisation à l'Union Européenne que l'Ecole mène depuis de longues années :

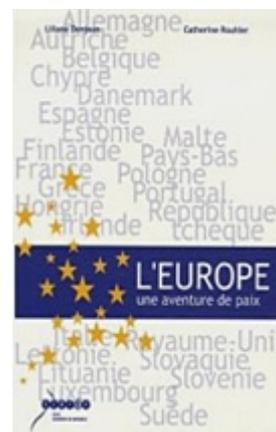
- en réponse à un appel d'offre de la Commission Européenne, parution en 2004 du livre "L'Europe une aventure de paix", écrit et réalisé par Catherine et Liliane, ouvrage dont la 3^e édition est sortie en 2008 (Edition CRDP Grenoble).

- Interventions dans les classes primaires (CM1/CM2) sur le thème "Rêve d'Europe" et conférences dans les lycées et collèges autour du film "HEP" (L'Histoire, l'Europe, la Paix).

- réalisation en 2006 du site internet "Histoire de guerre, parcours de paix" en partenariat avec la Communauté de communes de Cernay (Haut-Rhin) qui propose une relecture de l'histoire de la 1^{ère} guerre mondiale, notamment des combats autour de l'Hartmannswillerkopf, sous l'angle de l'éducation à la paix et à la citoyenneté européenne

- au niveau universitaire, dans le cadre du Réseau Unesco créé et animé par Patrick Lecomte, analyse de l'Union européenne comme modèle historique de règlement des conflits

- dans le cadre de la recherche menée conjointement avec l'armée et spécialement avec le CIDAN, travaux créés et suivis par Richard Pétris depuis des années, notamment lors des colloques de Klingenthal, au cours desquels l'Ecole de la paix vise à donner au soldat européen une conscience accrue de son rôle de citoyen (comme par exemple en Afghanistan).



C'est cette action de longue haleine que le CIDAN a couronnée avec l'espoir que l'Ecole de la paix ne s'arrêtera pas là, tant est long le chemin qui reste à parcourir pour que chacun se sente citoyen européen autant que Français, Allemand ou Roumain!

En attendant, bravo et merci à l'Ecole de la Paix et à tous ceux qui en son sein croient et travaillent à l'Europe. Rappelons que si l'Union européenne s'est vu décerner le Prix Nobel de la Paix, c'est aussi aux citoyens de ces pays de s'impliquer en faveur du vivre-ensemble !

POUR UN PROGRAMME D'APPRENTISSAGE DE LA PAIX ET DE LA NON-VIOLENCE À L'ÉCOLE

Suite au double meurtre perpétré il y a quelques semaines à Echirolles, nous avons participé à la marche blanche qui a réuni plus de dix mille personnes dans cette même ville. Le message était poignant et clair : on pouvait à nouveau mesurer à quel point quelques centaines d'individus, sur toute l'agglomération grenobloise, pouvaient exaspérer le demi-million de personnes qui y vivent.

On ne peut que se réjouir de l'instauration prochaine d'une Zone de Sécurité Prioritaire. En effet, pour que la loi fonctionne, il faut que celle-ci soit respectée. Mais pour que le nom de Villeneuve, à force d'incidents et de drames humains, ne soit plus synonyme de violence, alors que ce quartier avait été conçu comme une sorte de cité idéale, il faut « reconquérir » ces territoires en souffrance et ceci ne peut être réalisé que par la mobilisation de tous les acteurs.



Une marche blanche pour la paix. Et ensuite ?

On sait que les mesures de répression doivent aller avec une politique de prévention plus forte. L'Ecole de la paix propose des animations ou des outils visant à la promotion du vivre-ensemble. Mais ces propositions sont souvent faites de façon sporadique : proposées dans telle ou telle école pendant un an, elles ne sont pas renouvelées par manque de financement de la part

des acteurs. Rappelons ici que les formations de soin aux premiers secours ne sont plus valables au-delà de deux ans dans l'administration publique et que des formations sont financées à des milliers d'agents pour ce faire. Et on voudrait que les animations proposées par l'Ecole de la paix une année soient gravées dans la tête des écoliers que nous avons pu approcher ? Ce serait présomptueux de notre part. Rappelons aussi que ces formations sont souvent finançables via des dispositifs qui ne relèvent pas du droit commun – c'est le cas des subventions qui nous sont accordées dans le cas de l'Agence de la Cohésion Sociale et de l'Égalité.

Au-delà du constat, quatre niveaux d'actions

Dans le cadre de la concertation lancée par le Ministre de l'Éducation nationale, M. Vincent Peillon, sur la « Refondation de l'école », nous souhaiterions d'abord que le socle commun de compétences et de connaissances mette davantage en avant le vivre-ensemble. En outre, il faudrait que ce savoir soit proposé de façon non pas seulement académique mais via une pratique : des formations à la non-violence ; des initiations à la philosophie (des expériences pilotes, sont concluantes) ; des cours de yoga (une initiative a été prise en ce sens à Saint-Denis de la Réunion dans le cadre du PEL et nous la saluons) ; ou encore de l'aïkido (sport non-violent). Nous pourrions apporter notre contribution à ces « parcours de non-violence » pour les animateurs qui seraient recrutés dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires et en proposant ces activités à 15h30 à tous les écoliers.

Le second public qui devrait être visé par cette éducation à la non-

violence serait évidemment les professeurs. Leurs demandes nous montrent qu'ils ne sont pas suffisamment formés à la gestion des conflits – ce qui, en soi, se comprend aisément puisque ce n'est pas leur rôle. Nous plaiderions ici pour que les nouveaux centres de formation des maîtres proposent des cours de façon systématique à l'interculturel, à la non-violence et à la gestion positive des conflits.

Le « troisième étage de la fusée » consisterait à travailler sur ces thématiques avec les parents. Si ce qui est proposé aux écoliers est perçu comme une « contre-culture » à la maison, il va sans dire que les enseignements proposés seront moins efficaces. Toute la difficulté consistera à toucher les parents qui en ont vraiment besoin.

Enfin, les structures éducatives non scolaires doivent être évidemment au premier plan de ces dispositifs de formation à la gestion des conflits, à la non-violence et à d'autres façons de convertir l'agressivité naturelle en énergie positive pour la société. En effet, ce sont elles qui doivent gérer assez souvent ces jeunes exclus du système scolaire.

Refonder l'école ?

Dans notre société d'aujourd'hui, apprendre aux enfants les techniques de refus de la violence : un beau défi de société pour une démocratie dite avancée !

Bernard Canivet

Président de l'Ecole de la Paix

Matthieu Damian

Directeur de l'Ecole de la Paix

Richard Petris

Fondateur de l'Ecole de la paix

Florent Blanc, Chef de Projet

TERRITOIRES DE PAIX AU BRÉSIL: BAUDELAIRE N'A JAMAIS CONNU LA MONDIALISATION

Parmi les souvenirs qui flottent dans ma mémoire, celui de ma professeure de littérature en classe préparatoire me revient. Alors que la brave hussarde de la république essayait d'inculquer aux têtes d'œufs que nous étions un peu de culture, la lecture à voix haute - et avec le ton - d'un poème de Baudelaire, avait fini de me faire décrocher. Le poète du spleen y parlait de voyages merveilleux, de langueur et de délices lointains et mon esprit avait fini par lâcher la bride de mon imagination. La hussarde, en fin de carrière, avait su me rappeler que ma réalité était un ailleurs, bien moins exotique.

Si certains à l'Ecole de la paix ont pu connaître les voyages au long cours sur le pont de navires parcourant des mers aux noms exotiques, cette expérience semble aujourd'hui à des années lumières.

J'en veux pour exemple le rapprochement des continents opérés lors du dernier déplacement que Richard et moi avons effectué à Sao Luis, dans l'Etat brésilien du Maranhão. D'un coup de TGV nous voici à Paris, un contrôle de sécurité, un dernier appel et nous voilà à Francfort. Un sandwich allemand, un film mondialisé de mauvaise qualité et on se réveille groggy à Sao Paulo. Un café d'aéroport, de marque italienne, et on embarque de nouveau pour le nord du Brésil. Le voyage n'est plus l'occasion de cérémonies. On franchit la ligne d'équateur sans même rendre compte. Et pourtant... l'eau s'écoule dans l'autre sens! Ce n'est pas rien quand même de voir que tout tourne dans le sens contraire.



Du Brésil, j'avais en tête les poncifs usuels: le futbol, le carnaval, la plage et les cocktails. Ce Brésil-là je ne l'ai pas vu à vrai dire. Des tropiques il fut question au cours de nombreuses conversations érudites sur les mérites des recherches de terrain du cher Claude Lévi-Strauss, mais l'exotisme n'est plus.

Et pourtant, si l'image, oserai-je dire d'Epinal, du Brésil n'a pas été au rendez-vous, le bout de ce pays continent que nous avons découvert fort bien accompagné s'est révélé plein de belles promesses. Mon passeport était déjà couvert de timbres et de visas, mais j'avais ressenti, à bien des reprises, la frustration du touriste qui survole et doit se contenter du superficiel des visites hâtées. Cette fois-ci, le récit allait être différent.

Appareil photo, carte mémoire gigantesque et caméscope nouvellement acquis allaient m'assurer d'un voyage productif où les rencontres ne seraient plus fugaces et les émerveillements partageables.

Bénéficier de la chance de pouvoir partir deux semaines entières à l'autre bout du monde devait se transformer en une période d'ébullition créative à même de susciter la production de contenus nouveaux pour le site de Territoires de paix: (www.ecoledelapaix.org/territoires).

Le rythme a été soutenu, fait de journées qui commencent très tôt le matin pour se finir souvent tard le soir autour d'un repas partagé et de

conversations qu'on voudrait poursuivre beaucoup plus avant dans la nuit. Entretemps, rencontres, débats, découvertes intellectuelles et visites de projets et d'initiatives sociales innovantes auront achevé de nous convaincre que décidément le Brésil est un pays surprenant qui a bien des choses à nous apprendre.

Savez-vous seulement ce qu'est une favela et même d'où vient le terme? Pouvez-vous imaginer pourquoi une université publique voudrait se protéger derrière un mur d'enceinte serti de barbelés? Le Brésil a beau être le champion toutes catégories des inégalités sociales et des écarts dans la répartition des richesses, c'est aussi le pays où le mot "paix" se retrouve le plus souvent inscrit sur les murs. C'est aussi le pays où la police militaire, sur les pubs qu'elle fait paraître le long de la ligne de but des plus grands stades de foot du pays, affiche son soutien à la culture de la paix. Etonnant non?

Le pays de Lula et de Dilma Rousseff, qui n'a accédé à la démocratie qu'à la fin des années 80 fourmille d'initiatives citoyennes et de programmes de coopération qui, je dois bien l'avouer, me font rêver. Ainsi, la Constitution du pays stipule que l'Université a pour mission de s'investir dans des missions d'amélioration des conditions de vie des citoyens brésiliens. Dans une interview vidéo à découvrir prochainement sur le site de Territoires de paix, vous pourrez entendre le vice-recteur de l'Université Fédérale du Maranhão expliquer que son université s'implique dans la favela avoisinante et qui constitue de fait "un laboratoire" pour les programmes d'intervention sociale conçus par les professeurs et leurs étudiants.

Bref, vous n'avez pas fini d'entendre parler du Brésil et ce d'autant plus que Christian Delon, professeur invité à l'Université de l'Etat du Maranhão sera présent à Grenoble début janvier pour parler de futurs projets communs. Il fera à cette occasion une intervention pour évoquer le Brésil contemporain.

TERRITOIRES DE PAIX AU MALI: L'IMPACT DES COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES SUR LA STABILISATION DU CONFLIT

Depuis avril dernier, le Mali est coupé en deux. Au nord, plusieurs groupes armés se revendiquant du nationalisme touareg et de l'islam radical ont chassé l'armée régulière et imposent leur loi. Les services publics continuent tant bien que mal à fonctionner mais l'Etat est absent.



Infographie lexpress.fr

Le problème n'est pas nouveau. Depuis l'indépendance, des factions défient les pouvoirs publics et dénoncent les conditions de vies des habitants des trois régions du Nord. L'accord de paix de 1995 avait pourtant marqué une grande avancée. L'Etat malien avait reconnu la nécessité de changer d'approche pour pouvoir faire bénéficier les populations locales des services et des garanties que l'Etat a le devoir de fournir à ses citoyens. En mettant en place un processus ambitieux de décentralisation, le Mali préparait un avenir dans lequel l'appareil étatique refléterait plus harmonieusement la diversité des modes de vies et des cultures qui composent sa collectivité nationale.

La défaite éclair des troupes maliennes et la partition de facto du pays ne laissent place qu'à un seul constat : l'Etat a failli à sa mission. Bien avant le déclenchement des événements qui ont mené à cette situation tragique, le manque d'Etat était criant. Les assemblées régionales et locales ne disposent que de maigres moyens financiers et humains. Elles continuent donc de dépendre, malgré la mise en place de la décentralisation, des transferts de l'état central lui-même sous perfusion massive et continue des fonds de

l'aide internationale. Sans moyens et sans le personnel nécessaire à son fonctionnement, la région de Tombouctou reste dans une situation précaire qui la prive des capacités utiles pour apaiser les tensions au sein de ses populations. Le soutien important engrangé, du moins à ses débuts, par le mouvement touareg islamique Ansar Dine, auprès des populations de Tombouctou est, à ce titre, éloquent.

Malgré ce constat bien sombre, il faut souligner l'importance de l'action internationale. Le conseil régional Rhône-Alpes est dans ce domaine un des pionniers pour l'aide apportée à la région de Tombouctou. Dès 1983, Rhône-Alpes s'est engagée aux côtés des Maliens, pour soutenir les actions humanitaires d'urgence destinées à palier aux carences alimentaires liées à la grande sécheresse des années 1980. Dix ans plus tard, la région signalait avec la nouvelle autorité régionale de Tombouctou (ART) un accord de coopération décentralisée qui posait les bases d'une assistance technique pour aider le processus de décentralisation.

En presque vingt ans de coopération (1993 – 2012), les résultats sont là. L'ART, dont le budget est en grande partie alimenté par la région Rhône-Alpes, a bénéficié d'un soutien constant dans la formation de son personnel. Aujourd'hui elle emploie cinq techniciens et est devenue un acteur incontournable pour la mise en œuvre de projets humanitaires dans la région. Alors que trop souvent encore, les ONG passent d'abord par les pouvoirs publics des pays du Nord, détenteurs des aides, dévalorisant ainsi les autorités du pays d'accueil, le choix pris en 2010 de désigner l'ART comme seule détentrice de la maîtrise d'ouvrage tente d'inverser cette tendance. Cette politique met en œuvre la volonté de la région Rhône-Alpes de faire en sorte que la coopération soit un outil de soutien au développement et non une perfusion. Si certains éléments auraient pu laisser penser que la déstabilisation de la région de Tombouctou allait empêcher la poursuite des actions de soutien, dans les faits, la réalité est plus complexe.

Dès les premiers signes de trouble, la région Rhône-Alpes, par la voix du président Jean-Jack Queyranne, a renouvelé son soutien indéfectible à l'ART. Les élus de cette instance, aujourd'hui en exil à Bamako, maintiennent un contact régulier avec le Conseil Régional et le budget alloué à la coopération a été redirigé vers des actions humanitaires, et en particulier au soutien des populations du Nord déplacées dans le Sud.

Les politiques de coopération décentralisée sont devenues, aujourd'hui, un instrument non négligeable de l'action internationale française. En 2012, le Ministère des Affaires Etrangères recense « pas moins de 13 000 projets de coopération décentralisée, menés par près de 5 000 collectivités territoriales françaises avec plus de 10 000 collectivités partenaires de 147 pays ». Rhône-Alpes est la région française, hormis celle d'Ile-de-France, qui est la plus volontariste sur ce plan avec pas moins de 1300 projets de coopération, soutenus par 1200 organisations de la région.

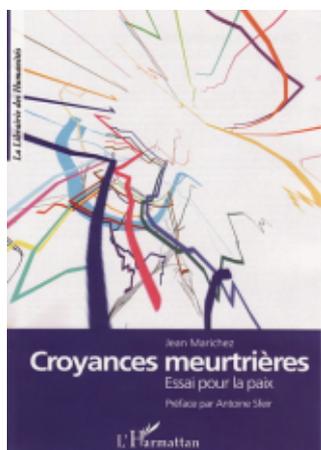
Pour ces territoires, dont la réalité demeure souvent oubliée du reste du monde, la médiatisation est souvent cruciale. L'énergie dépensée par les associations pour alerter l'opinion et les pouvoirs publics sur ces situations de crise est indispensable au fonctionnement d'un partenariat efficace et équilibré. C'est dans ce cadre que s'est déroulé mon stage à l'école de la paix.

Si j'ai su susciter votre curiosité, ce que je souhaite, vous pouvez retrouver ces contributions sur : <http://www.ecoledelapaix.org/territoires/>.

Théotime Chabre, étudiant en Master Développement International à l'Ecole des Affaires Internationales de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Théotime Chabre a effectué un stage à l'Ecole de la paix au cours du semestre d'automne 2012. Sous la direction de Florent Blanc, il a rédigé plusieurs articles de réflexion sur la question du conflit au Nord du Mali

Jean Marichez, Chercheur

COMMENT VIVRE ENSEMBLE ENTRE PEUPLES QUI ONT DES CROYANCES SI DIFFÉRENTES ET CONTRADICTOIRES



Voilà plus de deux décennies que je travaille sur les guerres et l'étonnante efficacité des luttes populaires non-violentes¹.

Depuis quelques années, frappé par l'explosion des violences interreligieuses dans le monde qui ont fait des millions de morts depuis des décennies, j'ai dédié une partie conséquente de mon temps à l'incidence des croyances sur ces conflits. Et, plutôt que de mettre en cause celles des autres, j'ai commencé par étudier les croyances chrétiennes dans mon ouvrage « Croyances meurtrières – Essai pour la paix »².

Ma conclusion est nette, si l'on veut la paix, si l'on veut vivre ensemble dans le grand métissage en cours, il ne sera plus possible de le faire avec des religions aussi rigides, aussi dogmatiques. Le dialogue interreligieux que j'approuve, bute sur nos croyances. En tant que Chrétien, j'en ai analysé quelques-unes et je crois qu'on leur donne trop d'importance. En clair, il me paraît possible d'être Chrétien sans cet attirail de vérités accumulées depuis deux mille ans. Je ne dis pas qu'il faut changer la doctrine de l'Église, au contraire elle me paraît très riche, mais il faut introduire une dose d'incertitude dans nos discours,

ne pas hésiter à affirmer qu'il ne s'agit pas d'absolus, tout simplement parce que l'intelligence nous oblige à cette modestie. Cela peut apparaître comme un abandon, mais n'est-ce pas tout le contraire ?

En effet, leur donner moins d'importance c'est en attacher plus à « Etre, Faire, Devenir homme, Viser un comportement, un engagement, une dynamique, Construire un monde inachevé ». Ce sont là de vrais enjeux. Définir la foi comme confiance et adhésion et non plus comme croyance. Accepter la diversité des approches. L'unité des croyances surnaturelles oblige à les figer alors que l'esprit a besoin de liberté, de dynamisme, de recherche, de progression.

Croire en Jésus n'est pas une croyance, cela n'a rien de surnaturel et reste dans le domaine humain. Cet homme est crédible. C'est plutôt dans le domaine surnaturel qu'il faut introduire ces modesties. Ni l'Église ni les théologiens ne prétendent que l'existence de Dieu est une certitude absolue. Il en est de même pour la divinité de Jésus, pour la résurrection, etc. Je ne dis pas qu'il ne faut pas y croire, c'est une démarche humaine, mais il est plus important de « devenir homme » c'est à dire de développer des idéaux humains et universels d'altruisme, de justice, de courage, de non-violence, d'éthique, de contribution à la vie collective et à la construction d'un monde meilleur.

N'est-ce pas là finalement le message de Jésus qui s'est battu contre les dogmatismes et les religiosités ? Et cette prise de distance avec les croyances,

n'est-elle pas déjà dans les faits, chez les Français dont plus de 50% se disent sans religion ? Et surtout, la vraie question n'est-elle pas de savoir comment survivre ensemble demain ?

Cela ne signifie pas que nous n'avons pas besoin d'Église car, seuls, il est difficile de progresser. Nous avons besoin des autres pour nous aider dans un cheminement individuel difficile.

Il s'agit d'une proposition universelle, acceptable à mon sens non seulement par tous les croyants mais aussi par tous les incroyants. C'est, en quelque sorte, une plateforme de pensée commune à toutes les religions et tous les athéismes fondés sur des croyances.

L'esprit des Lumières s'est appliqué en Occident depuis le XVIII^e siècle à tous les domaines mais il s'est arrêté aux portes des religions. Il est grand temps d'y entrer car l'homme moderne n'accepte plus ce confinement des religions hors de l'intelligence.

¹ Avec l'École de la paix, nous avons publié chez L'Harmattan en 2009 des œuvres de Gene Sharp sur ce sujet : *La force sans la violence, l'anti coup-d'État, De la dictature à la démocratie.*

² *Croyances meurtrières* de Jean Marichez, Editions L'Harmattan, Paris 2011, Préface de Antoine Sfeir, avec le soutien de l'Université PMF de Grenoble et l'École de la paix.

Nous rappelons que l'École de la Paix est laïque. Nous avons publié ce texte parce qu'une des raisons de la conflictualité est liée aux questions religieuses. Il ne faut donc pas les occulter mais au contraire leur accorder de l'intérêt. Nous vous invitons à réagir sur ce sujet et nous verrons dans quelle mesure l'inclure dans une prochaine lettre.

Interview

Serge Perrin par Matthieu Damian

PRESENTATION DU MAN LYON



Bonjour Serge Perrin, pourquoi le MAN a-t-il été créé ?

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente existe depuis 1974. C'est une fédération de groupes qui proposent les méthodes non-violentes pour la résolution et la transformation des conflits. Le MAN Lyon en est un des groupes les plus actifs. Le MAN agit principalement sur trois secteurs : la formation à la gestion des conflits, en particulier à travers l'IFMAN (Institut de formation), une présence lors des luttes sociales et contre les violences structurelles, une solidarité internationale en particulier à travers la promotion de l'Intervention Civile de Paix-ICP (envoi de civils internationaux dans les zones en conflit pour soutenir la société civile).

Quelles sont vos actions aujourd'hui ?

Le MAN a lancé en janvier 2012 une campagne pour le désarmement nucléaire unilatéral de la France, à partir d'un appel de personnalités. Une pétition en ligne est accessible sur le site

francesansarmesnucléaires.fr
(ou **fsan.fr**).

Nous avons organisé en septembre une quinzaine pour la non-violence et la Paix, entre le 21 septembre journée mondiale de la Paix et le 2 octobre, journée mondiale de la non-violence. Nous avons invité un palestinien

non-violent de Beit Omar, Mousa Abu Maria, avons organisé une tournée en France et en Rhône Alpes. Nous souhaitons développer un partenariat avec son organisation Palestine Solidarity Project et des échanges en Palestine.

Notre soutien s'est porté aussi sur la marche en Inde d'Ekta Parishad, et le MAN Lyon a été partie prenante du collectif régional pour la dignité et contre la pauvreté.

Nous avons réalisé et faisons circuler une exposition en direction des jeunes (à partir du collège) sur "La non-violence, une force pour agir" autour des notions de conflits, des règles et des solutions à apporter.

Le MAN Lyon a un journal et une newsletter mensuels. Nous avons des réunions à thème et organisons des rencontres, comme un colloque sur la résistance civile dans la fonction publique l'année dernière.

Pourquoi le MAN Lyon est-il membre du réseau Culture de Paix, Droits Humains et Coopération au développement ?

Le MAN Lyon a été soutenu plusieurs fois par la région Rhône Alpes en particulier pour l'organisation de rencontres entre des associations palestiniennes et israéliennes dans la région lyonnaise. Nous avons aussi organisé à Lyon les rencontres

européennes du réseau ENCPS (réseau de promotion d'un service civil de Paix) et de Nonviolent Peace Force, ONG d'envoi de professionnels de l'ICP.

A travers le plaidoyer pour l'ICP, le MAN a des relations avec les organisations de promotion des droits de l'homme, et par nos actions de solidarité internationale et de promotion de la paix nous sommes en lien avec les ONG du CADR (Collectif des associations de développement de la région Rhône Alpes).

Qu'attendez-vous de ce réseau régional ?

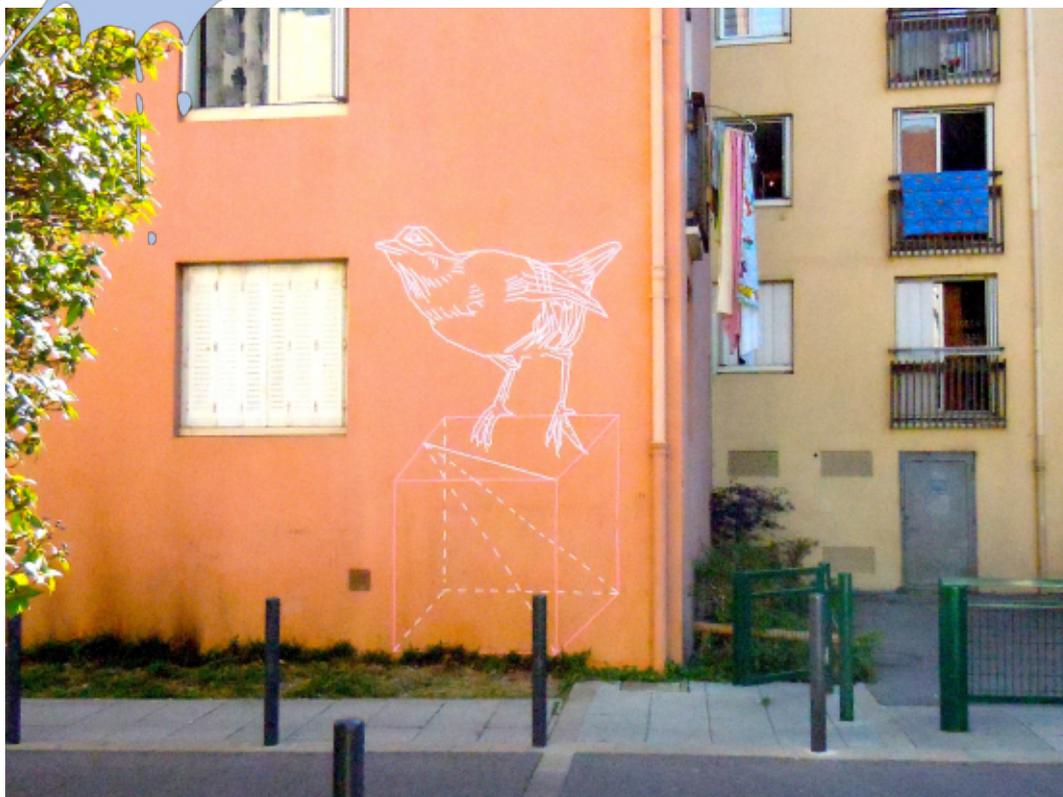
Ce réseau est une opportunité de travailler plus en relation avec les ONG comme l'Ecole de la paix. Nous espérons à travers ce réseau pouvoir mieux nous connaître, et envisager des initiatives communes.



Serge PERRIN
MAN Lyon
man.lyon@nonviolence.fr
www.nonviolence.fr

Matthieu Damian, Directeur

RAPPROCHER LES HABITANTS DU QUARTIER TRÈS-CLOÎTRES VIA UN PARCOURS D'ŒUVRES D'ART



Oeuvre de Géraldine Michel

En 2010, alors que j'étais de retour à l'Ecole de la paix après cinq années passées à l'Île de la Réunion, j'ai entendu plusieurs fois cette critique formulée à l'encontre de votre association favorite : « C'est bien beau d'aller dans tel ou tel pays, mais qu'est-ce que vous faites dans le quartier ? ». La critique n'était pas justifiée. Cependant, je trouvais intéressant de voir ce que nous pouvions faire dans le quartier Très-Cloîtres. J'ai alors sollicité mon ancien professeur, Jacques Barou, pour lui proposer de travailler ensemble sur un projet à monter dans les alentours immédiats de l'Ecole de la paix.

Ayant vu un projet « Université Citoyenne et Solidaire » proposé

par le Conseil régional Rhône-Alpes qui invitait les associations à se rapprocher des universités pour monter un dossier en commun, j'ai trouvé là une possibilité de financement qui a fonctionné.

Grâce au travail conséquent de Jacques Barou¹, et la crédibilité acquise dans son domaine de recherches, notre projet a en effet bénéficié d'une subvention qui nous a permis d'embaucher Elodie Veyrier comme chargée de mission pendant une année, au début 2011.

Elle a réalisé une enquête ethnologique à Très-Cloîtres sous la direction de Jacques Barou. Elodie Veyrier a notamment tenté

d'en savoir plus sur les conditions d'arrivée des habitants dans ce quartier et de savoir s'il y avait de l'entraide, si les gens se réunissaient et comment une « fabrique du vivre-ensemble » se mettait en place.

Nous avons alors proposé à un professionnel, Hamid Debarrah, de réaliser une exposition photographique à partir des différents thèmes abordés par Elodie Veyrier sur le vivre-ensemble. Six mille personnes ont visité l'exposition.

¹ Jacques est devenu, depuis, membre du Conseil d'administration de l'Ecole de la paix.

En 2012, nous avons obtenu une nouvelle subvention sur le projet. Nous avons proposé à des étudiants de l'école d'Architecture de Grenoble de venir réaliser un « diagnostic » du quartier afin de proposer des projets d'amélioration de certains lieux. Nous les avons rencontrés plusieurs fois et ces réunions ont toujours été riches, parfois même dans les difficultés qu'elles pouvaient receler lorsque nos acolytes pouvaient se rendre compte de notre méconnaissance avérée – je parle d'Elodie et de moi-même – de leur métier.

Cette étude a été ensuite l'objet d'une réunion de présentation devant les étudiants de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Grenoble.

Malheureusement, ceux-ci n'ont pas pu, pour diverses raisons, contribuer de façon forte à ce projet, à part deux qu'il faut ici mettre en avant : Karolina Gebka et Fabien Bonzi.

Ces artistes ont été rejoints par deux anciens élèves de leur école : Géraldine Michel et Salim Bakhrouri. Ce quatuor a proposé, dans le quartier Très-Cloîtres, un parcours d'œuvres d'art. Celles-ci, de nature éphémère, ont été exposées pendant deux semaines dans différents endroits aux alentours de l'Ecole de la paix. Le vernissage a eu lieu le 21 septembre dernier qui est, vous le savez peut-être, la « journée de la paix ». Le député-maire Michel Destot nous a fait le plaisir d'inaugurer cette exposition, en

compagnie d'autres élus municipaux, mais aussi du député de la circonscription, Olivier Véran.

Disons-le, la déambulation que nous avons proposée alors aux adhérents et aux habitants du quartier s'est faite par une soirée d'automne délicieuse.

Les personnes présentes ont pu ressentir une certaine « douceur de vivre », une expression de plus en plus rare dans les actualités. Nous avons eu l'impression que nous commençons de récolter les fruits d'une implication sur le temps long. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous voulons poursuivre ce projet en 2013. Vous en saurez plus dans la prochaine lettre !



Oeuvre de Salim Bakhrouri



Discours du Maire de Grenoble Michel Destot

TOUS A VOS SOURIS : VERS UNE ECOLE DE LA PAIX 2.0 !



Aujourd'hui nous sommes à l'ère du web 2.0.

Un terme à la mode que l'on utilise à toutes les sauces : révolution 2.0, violence 2.0, économie 2.0 ... Le Web 2.0 c'est une redéfinition d'Internet, auparavant considéré comme un média, vers la notion de plateforme. Le web d'aujourd'hui tend vers plus de simplicité et d'interactivité. Tous les utilisateurs peuvent, sans grande connaissance de l'informatique, échanger, collaborer et contribuer sous différentes formes. C'est un véritable système d'échanges entre les internautes. Cette caractéristique du web vient des nouveaux sites comme les réseaux sociaux (Facebook, twitter ...) ou les sites collaboratifs (Ex : wikipédia), où les internautes peuvent échanger des informations et interagir sur le contenu et entre eux. Ainsi l'utilisateur du web peut devenir facilement une personne active sur la toile. Aujourd'hui, dans notre société, la prise en compte de ces nouveaux usagers est effective. Ainsi beaucoup d'entreprises, de collectivités, d'associations utilisent activement le web comme moyen de communication.

Courbe de popularité sur Facebook de la page Ecole de la Paix - Grenoble

Statistiques



L'Ecole de la Paix s'approprie doucement ces nouvelles pratiques.

Mur Facebook Ecole de la Paix



- Un **compte facebook** a été créé avec un profil et une page. Le profil c'est la représentation d'une personne, ici l'Ecole de la Paix, avec une photo qui la représente et des "amis" qui suivent son actualité. Ces "amis" peuvent intervenir sur son mur et partager différentes informations. Ce système de nouvelles et de partage d'informations permet aux amis de l'Ecole de la Paix de suivre au jour le jour les actualités. Pour d'autres, moins impliqués, cela pourrait être simplement "aimer" la page. Quand on devient "amis" avec un profil cela donne accès au contenu du profil alors qu'« aimer » une page donne accès aux informations de la page sans communiquer des informations personnelles. Avec son profil et sa page l'Ecole de la Paix communique sur les événements qu'elle organise, partage des photos, des liens vers d'autres sites ...

- Un **article Wikipédia** a été écrit par plusieurs personnes sur l'Ecole de la Paix. Wikipédia se veut être une encyclopédie universelle, libre, de bonne qualité que chacun peut améliorer. Elle donne plus de crédibilité à un article, enrichi par d'autres points de vue. A l'inverse Wikipédia se méfie des articles issus d'une seule écriture. N'hésitez pas vous aussi à apporter votre touche personnelle à l'article, le rendre plus fiable. Si vous avez besoin de conseils sur ces pratiques je suis disponible pour tenter d'y répondre.

- Pour alimenter son compte facebook et le site Territoire de paix, l'Ecole de la Paix utilise aussi un compte **Youtube et Vimeo**, qui sont des sites d'hébergement et de partage de vidéos. Ils permettent une approche plus vivante du partage d'informations.

Chaine Youtube Ecole de la Paix



Aujourd'hui l'Ecole de la paix utilise principalement le web pour diffuser de l'information. La prochaine étape ne serait-elle pas de créer de l'interaction afin d'enrichir ce contenu et de faciliter le lien entre les utilisateurs ? Un nouveau terrain à explorer où il sera possible d'aborder avec tous les adhérents et amis de l'Ecole de la paix les questions du vivre ensemble.

RÉ-ENVISAGER LES LIENS ENTRE CIVILS ET MILITAIRES EN COLOMBIE

En Colombie, la tenue récente de négociations entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et la principale guérilla du pays, les FARC-EP (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie- Armée Populaire), qui visent à la « fin du conflit et la conclusion d'une paix stable et durable » selon l'intitulé même de l'Accord Général signé par les deux parties à Cuba le 27 août 2012, semble tout à fait propice à la réouverture d'un espace de réflexion et de dialogue sur le rôle des militaires dans un nouvel environnement social et politique de sortie de conflit dans ce pays.

En effet, il s'agit bien là d'une question stratégique dans la consolidation de la paix, surtout si l'on considère que le renforcement incessant, depuis la fin des années quatre-vingt dix, des Forces Armées en Colombie, tant en nombre que technologiquement, soutenu par une augmentation continue de la dépense publique en matière de Sécurité et Défense, les a rendues surdimensionnées aux nécessités du post-conflit. Or, il est certain que le budget jusqu'ici alloué à la guerre, dans un

contexte de paix, sera utilisé à d'autres fins, ce qui justifie d'autant plus la redéfinition des contours de leurs champs d'intervention opérationnelle. D'autre part, réinstaurer un dialogue entre la population et ses forces de sécurité n'apparaît pas comme une tâche accessoire quand on considère que la Politique de Sécurité Démocratique de l'ancien Président Alvaro Uribe (de « main dure » contre la guérilla) eut notamment pour effet de multiplier les points de tensions entre ces deux parties, les premières ne démontrant bien souvent que peu de considération pour les secondes quand elles ne les prenaient pas directement pour cible, au mépris de la séparation traditionnelle entre combattants et non-combattants.

L'avancée des négociations de paix procure donc l'occasion de se pencher à nouveau sur la restructuration des Forces Armées dans un pays en passe de sortir d'un conflit armé de longue date. Leur mission doit être envisagée conformément aux nécessités et changements de la sécurité dans le monde d'aujourd'hui et, en

particulier, à la « sécurité humaine ». Par là, on met l'accent sur la protection des individus et des communautés, tout en signifiant que la paix n'est pas juste le résultat du silence des armes.

Etant donné l'importance de ce thème, il était donc crucial, pour l'Ecole de la Paix, de poursuivre un débat engagé depuis plus d'une dizaine d'année sur l'« approche globale » de la sécurité. Il n'est pas inutile, en effet, de rappeler les efforts que nous avons entrepris dans le rapprochement des militaires et de la société civile. Pour cela, il n'y a qu'à mentionner notre participation au séminaire organisé à Bogota du 6 au 13 octobre dernier qui fut l'occasion de prendre part aux débats sur l'éthique militaire en partenariat avec la Société Internationale d'Ethique Militaire (Euro-Isme) et avec le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer, augurant des travaux qui se poursuivront sur ce sujet tout au long de l'année 2013.

APPEL A SOUSCRIPTION

Grenoble, le 5 novembre 2012

Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

En 2013, nos deux principaux financeurs que sont la Fondation Charles-Léopold-Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH) et le Conseil Régional Rhône-Alpes réduiront de moitié les financements qu'ils nous accordent. Pour la FPH, ce mouvement de repli est assez général et d'autres associations, financées ont subi également une baisse de leurs financements. Pour le Conseil Régional, nous comprenons sa décision de réduire les financements à partir du moment où son budget étant à périmètre constant et son soutien de longue date, il nous invite à rechercher d'autres financements. Ce qui est très pénalisant, vous l'aurez compris, c'est que la décision prises par ces partenaires « historiques » soit concomitante.

Nous nous trouvons devant un double problème. Le premier réside dans la recherche de financements pour 2013 afin de mener à bien les actions en cours et pouvoir en développer de nouvelles. Le second problème réside dans l'équilibre de notre trésorerie. En effet si nous avons la chance de pouvoir compter sur une équipe jeune, diplômée et dynamique, ainsi que sur un Conseil d'Administration motivé, nous n'avons que trois ou quatre mois devant nous pour trouver des solutions.

Pour combler ce manque de trésorerie, nous sollicitons votre soutien à travers une souscription. Cette demande est empreinte de gravité, car si nous n'arrivons pas à récolter au moins 30 000 €, notre belle école sera contrainte de déposer le bilan et donc, de fermer. Parce que nous savons que votre attachement rejoint le nôtre sur les valeurs que nous portons, parce que notre travail est apprécié, ici et ailleurs, notre espoir ne peut pas rester vain. Pour que vous puissiez voir de façon plus concrète nos actions, n'hésitez pas à consulter nos sites (www.ecoledelapaix.org et www.ecoledelapaix.org/territoires).

Nous sommes un lieu unique en France et de nombreuses personnes nous le rappellent. Nous devons poursuivre cette belle aventure et vous pouvez contribuer de manière décisive à cet effort.



En 2006, nous avons déjà connu une période difficile. Un grand élan de générosité avait alors permis à l'Ecole de la paix de poursuivre sa tâche. Nous avons souhaité vous envoyer cet appel à don dès maintenant afin que vous puissiez le « lisser » si vous le souhaitez sur deux années fiscales.

Si vous êtes déjà adhérent à l'École de la paix n'hésitez pas à proposer à l'un de vos proches d'adhérer à l'Ecole de la paix. Si vous ne l'êtes pas encore adhérent rejoignez-nous : quel beau signal ce serait en direction des institutions qui nous soutiennent, que le nombre d'adhérents soit en forte augmentation !

Vous avez aussi sûrement autour de vous, dans vos connaissances, dans votre famille, des personnes qui soient enseignant, directeur d'école, principal ou proviseur, membre de comité de parents lié à une fédération de parents d'élèves, animateur ou responsable de structure socioculturelle qui serait intéressée pour découvrir ou acheter l'un de nos outils pédagogiques.

L'avenir de l'Ecole de la paix est entre nos mains. A un moment où la violence se banalise, plus que jamais notre association doit vivre pour contribuer à créer, ici et ailleurs, une culture de paix, et faire découvrir aux plus jeunes d'entre nous que le bien-vivre ensemble est aussi la clé de leur vie de citoyen !

En vous remerciant de votre confiance !

Brève

Eric Brunat a été nommé docteur honoris causa par le Conseil d'Administration de l'Université d'Etat d'Irkoutsk (Russie) au mois d'avril 2012. Vice-président de l'Université de Savoie en charge des relations européennes et internationales, il est également membre du Conseil d'Administration de l'Ecole de la paix.



Agenda

- Le prochain Café de la paix portera sur le thème de l'imaginaire de la paix le mardi 22 janvier à 18h
- Florent Blanc participera au comité scientifique du colloque organisé conjointement par Cités Unies France, l'IEP de Grenoble et l'IDHIL au mois de janvier 2013
- Déplacement en février de Patrick Lecomte et d'Anne-Sophie Pillot à Sfax
- Formation de membres du Mouvement Vert iranien à Paris en mars 2013
- Conférence de Jean Marichez le 20 mars à la Maison du Tourisme de Grenoble sur le thème "Croyances religieuses et guerre" à 17h30.



LE CATALOGUE **Ecole de la Paix**
guerre / conflit / sécurité
vivre ensemble
formation / recherche / solidarité / terrain

Le nouveau catalogue de l'Ecole de la Paix vient de sortir, il est disponible dans nos locaux ou sur notre site internet www.ecoledelapaix.org

A BIENTÔT !